



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TIM/2009/4
31 juillet 2009

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DU BOIS

Soixante-septième session
Genève, 13-16 octobre 2009
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES ET L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE DANS UN ENVIRONNEMENT
INTERNATIONAL EN MUTATION**

SÉANCE D'INFORMATION ET EXAMEN DES FAITS NOUVEAUX

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document a pour but de présenter les faits nouveaux survenus dans un environnement international en mutation que le secrétariat considère comme pertinents et intéressants pour le Comité.

Le Comité du bois est invité à en tenir compte dans le cadre de ses activités et, s'il y a lieu, à adopter une position sur les questions mentionnées. Les représentants des organes concernés seront invités à en rendre compte au Comité

I. INTRODUCTION

1. Comme les années précédentes, le Comité est informé au titre de ce point de l'ordre du jour de l'évolution constatée dans un environnement international en mutation, afin de pouvoir en tenir compte dans les décisions relatives à ses propres activités et, le cas échéant, prendre position sur certaines des questions mentionnées. Le présent document fait un bref inventaire des événements survenus depuis octobre 2008. Il a été élaboré suite à une demande faite par le Comité à sa soixante-sixième session et tendant à ce que soit établi avant la session un document d'information sur l'évolution de la situation internationale (ECE/TIM/2008/9). Les représentants des organes concernés sont invités à en rendre compte au Comité.

II. RÉSULTATS DES CONSULTATIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX RELATIFS AUX FORÊTS

A. Comité des forêts de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

2. Le Comité des forêts a tenu sa dix-neuvième session en mars 2009. Il a souscrit à la Stratégie de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour les forêts et la foresterie; a appuyé la recommandation de l'Évaluation externe indépendante de la FAO tendant à ce que la part du budget global de l'Organisation affectée à la foresterie soit relevée; et a invité les membres à promouvoir le Congrès forestier mondial qui se tiendrait en Argentine en octobre 2009 et à y participer. Le Comité a également reconnu que la gestion durable des forêts constituait, pour le secteur forestier, un moyen essentiel pour répondre aux changements climatiques et a recommandé à la FAO, en collaboration avec d'autres organisations, de renforcer la capacité des États membres afin de développer des réponses efficaces aux changements climatiques. Il a proposé à la FAO de renforcer ses capacités et de fournir un appui aux États membres pour mettre en œuvre leurs politiques forestières et pour réformer leurs institutions forestières; et a approuvé la recommandation de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture tendant à ce que la FAO prépare un rapport sur l'état des ressources génétiques forestières mondiales.

3. Comme de coutume, le rapport «Situation des forêts du monde» a été publié aux fins de la session. Il comprend une analyse des questions intéressantes pour le Comité du bois, par exemple les grandes tendances mondiales et régionales qui influent sur l'état des forêts et leurs incidences, notamment sur le plan financier. Le secrétariat de la CEE/FAO a apporté son concours aux analyses figurant dans la publication.

4. À la demande de la Commission européenne des forêts et d'autres commissions régionales, le Comité des forêts a retenu comme thème les forêts et les changements climatiques. Il a exhorté les pays à débattre activement des réactions nationales et internationales du secteur aux changements climatiques et à contribuer à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à ce changement en adoptant des politiques et pratiques appropriées. Le Partenariat de collaboration sur les forêts a présenté un «Cadre stratégique pour les forêts et le changement climatique» pour mettre en œuvre la gestion durable des forêts (voir le paragraphe 21). Le Comité a ensuite recommandé à la FAO, en collaboration avec d'autres organisations et processus régionaux, de renforcer la capacité des États membres à mettre en œuvre la gestion durable des forêts selon leur contexte national spécifique.

5. Un point de l'ordre du jour était intitulé «Adapter les politiques et institutions forestières au changement». Le Comité des forêts a pris note des changements économiques, politiques, sociaux, environnementaux et technologiques en cours aux niveaux national, régional et mondial et de la nécessité d'adapter en conséquence les politiques et institutions forestières. Il a recommandé à la FAO d'intensifier ses efforts, de façon à fournir un appui en temps opportun aux pays pour mettre en œuvre leurs politiques et pour réformer leurs institutions forestières, notamment en partageant des données d'expérience par le biais d'examens et d'analyses aux niveaux régional et sous-régional.

6. Une manifestation spéciale s'est tenue avec pour thème le secteur forestier et la crise économique mondiale. Les orateurs ont présenté les aspects de la crise qui les intéressaient en particulier, par exemple la façon dont le «New Deal écologique» aux États-Unis serait bénéfique pour le Service des forêts de ce pays. Le secrétariat de la CEE/FAO a apporté son concours à l'organisation de la session, en partie en avant-première du Forum de politique générale qui se tiendrait dans le cadre de la session du Comité du bois et dont le thème serait «Le secteur forestier dans l'économie verte».

7. Les délégués sont invités à prendre acte des recommandations du Comité des forêts et à envisager l'aide que le Comité du bois et son secrétariat seraient susceptibles d'apporter à l'échelle régionale. Ils ont aussi été invités à réaffirmer l'attachement du Comité du bois de la CEE à son partenariat avec la Commission européenne des forêts et au Programme de travail intégré CEE/FAO sur le bois et les forêts.

8. La prochaine session du Comité des forêts est prévue pour la période du 4 au 8 octobre 2010, soit un an plus tôt que la date normale, pour éviter un problème de chevauchement avec la session du Comité du bois, qui se tiendra pendant la semaine du 11 au 15 octobre. Les délégués auprès du Comité du bois ont été invités à prendre note de cette date.

B. Forum des Nations Unies sur les forêts et liens avec les instances forestières régionales

9. À sa septième session tenue en 2007, le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) a arrêté son nouveau programme de travail pluriannuel (2007-2015) et approuvé un instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts, qui a ensuite été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2007 (résolution 62/98). L'instrument énonce plusieurs mesures nationales et internationales visant les actions à mener à tous les niveaux, ainsi que les quatre objectifs d'ensemble relatifs aux forêts que les États membres sont convenus de réaliser d'ici à l'an 2015.

10. Du 20 avril au 1^{er} mai 2009, le Forum a tenu sa huitième session, abordant deux grands thèmes. Le premier, «Les forêts dans un monde en évolution», traitait des trois questions suivantes: les forêts et les changements climatiques; inverser la déforestation, prévenir la dégradation des forêts dans tous les types de forêts et lutter contre la désertification, notamment dans les pays à faible couvert forestier; et enfin, les forêts et la protection de la diversité biologique, y compris les zones protégées. Tout en évoquant les difficultés à résoudre, le Forum a reconnu qu'il était nécessaire d'intensifier l'action mondiale pour protéger les forêts planétaires d'une série de menaces qui pesaient sur l'environnement. Il a adopté la résolution 8/1, qui appelait notamment à un renforcement de la coordination et de la coopération pour intégrer des

stratégies de gestion durable des forêts dans les programmes et processus appropriés, par exemple dans le domaine des changements climatiques, de la biodiversité, de la désertification et de la gestion des ressources hydrauliques. Par ailleurs, une attention soutenue a été prêtée au deuxième grand thème, «Moyens de mise en œuvre d'une gestion durable des forêts», au titre duquel ont été examinés un mécanisme mondial de financement volontaire, une approche par portefeuille et un cadre de financement pour tous les types de forêts. En raison de la complexité de la question, le Forum n'a pas pu achever ses travaux et a décidé de communiquer à sa neuvième session (2011), pour examen, le projet de texte visant les moyens de mise en œuvre.

11. En outre, l'importance de la coopération régionale a été largement reconnue dans la résolution 8/1 car cette coopération pouvait aider à recenser les problèmes et menaces indissociables qui pesaient sur les forêts et faciliter les travaux y afférents. À ce sujet, le Forum a invité «les organisations et processus régionaux et sous-régionaux à apporter des contributions à la neuvième session du Forum sur le thème “Les forêts au service des populations qui en dépendent pour vivre et de l'élimination de la pauvreté”, notamment en partageant les perspectives, approches et données d'expérience dégagées au plan régional». Le secrétariat du Forum a également été prié de continuer de promouvoir et de faciliter le dialogue et la coopération régionaux et sous-régionaux sur les forêts, y compris par le biais d'initiatives nationales et régionales, et d'élaborer et de soumettre à l'examen du Forum à sa neuvième session une stratégie visant à promouvoir la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire.

12. En outre, le Forum a invité «les organes directeurs des organisations membres du Partenariat de collaboration sur les forêts, en particulier les conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et à la Convention sur la diversité biologique, à continuer d'intégrer ... la gestion durable de tous les types de forêts à leurs stratégies en», entre autres, «[a]yant recours aux outils, processus, programmes et activités existants et bien établis concernant les forêts disponibles aux échelons national, régional et international pour mettre en œuvre une gestion durable des forêts, par exemple des programmes forestiers nationaux; aux critères et aux indicateurs de gestion durable des forêts et aux autres méthodes de suivi et outils d'évaluation connexes; et aux mesures de renforcement des capacités et au transfert de technologies écologiquement rationnelles» (E/2009/42, Forum des Nations Unies sur les forêts, rapport sur les travaux de la huitième session, 27 avril 2007 et 20 avril au 1^{er} mai 2009).

13. Ainsi qu'il a été décidé en 2008 à l'occasion de la Semaine européenne des forêts, la Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe, le Comité du bois de la CEE et la Commission européenne des forêts de la FAO, l'Institut forestier européen et le processus Environnement pour l'Europe/Stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère ont présenté une déclaration commune au huitième Forum des Nations Unies sur les forêts, suite à une invitation du secrétariat du Forum. Y sont mis en lumière les progrès réalisés dans l'élaboration des politiques au niveau paneuropéen qui favorisent la gestion durable des forêts et la mise en œuvre de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts. La déclaration énonce en particulier les principes et pratiques en matière de gestion durable des forêts, notamment les critères, indicateurs et directives opérationnelles définis, l'approche régionale adoptée par la Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe à l'égard des programmes forestiers nationaux, l'approche en matière d'écosystèmes, le développement durable du secteur forestier et l'interaction entre les sciences et les politiques.

Pour chaque question de fond examinée à la huitième session du Forum, notamment les changements climatiques, la préservation de la biodiversité, la lutte contre la dégradation des forêts et la désertification, le respect de la législation, la gouvernance et le commerce, la déclaration donne des informations générales et décrit les grands engagements en matière de politiques, les principaux défis et les projets concernant les activités à mener à l'avenir à l'échelle paneuropéenne.

14. Le Comité est invité à prendre en compte les conclusions de la huitième session du Forum dans ses futures activités, ainsi que leur pertinence pour la poursuite de l'exécution du Plan stratégique du programme de travail intégré CEE/FAO sur le bois et les forêts, examiné au titre du point 7. Il est également invité à débattre de la contribution du Comité et du programme de travail intégré CEE/FAO aux activités mondiales et à la mise en œuvre régionale de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts.

III. PARTENARIAT DE COLLABORATION SUR LES FORÊTS

15. Le Partenariat de collaboration sur les forêts est un accord volontaire entre 14 organisations internationales et leurs secrétariats¹ qui a été établi pour appuyer les travaux du Forum des Nations Unies sur les forêts. Il a pour objet de renforcer la coopération et la coordination concernant les forêts par le biais d'échanges d'informations et d'activités bien coordonnées sur le plan international, régional et national. Les initiatives en cours sont décrites ci-après.

A. Forêts et changements climatiques

16. Les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts ont établi un «Cadre stratégique concernant les forêts et le changement climatique», document qui propose une action sectorielle coordonnée pour faire face aux changements climatiques mondiaux. Le cadre décrit le rôle tactique que la gestion durable des forêts joue dans l'atténuation à long terme des changements climatiques et l'adaptation à ces changements. Il a été lancé à Poznan (Pologne) lors de la quatorzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue en décembre 2008. Le Groupe mondial d'experts sur l'adaptation des forêts aux changements climatiques, dans le cadre d'une initiative commune du Partenariat, a procédé à un examen et à une évaluation des éléments d'information relatifs aux liens qui existent entre les écosystèmes forestiers et le climat, des effets des changements climatiques sur les forêts et les populations, et des options d'adaptation. Fort de son évaluation, le groupe a établi un dossier pour examen au huitième Forum des Nations Unies sur les forêts et a publié en avril 2008 un rapport d'évaluation complet qui a fait l'objet d'un examen collégial. Le rapport peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/forestry/cpf-climatechange/en/>. Par ailleurs, le Partenariat a organisé une «Journée des forêts» à l'occasion de récentes réunions de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les

¹ CIFOR, FAO, OIBT, IUFRO, secrétariat de la CDB, FEM, secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts, secrétariat de la CCNUCC, PNUD, PNUE, ICRAF, Banque mondiale et UICN.

changements climatiques, pour favoriser la discussion du rôle des forêts dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation aux changements climatiques.

B. Financement de la gestion durable des forêts

17. Le Groupe consultatif du financement, créé dans le cadre du Partenariat, a demandé l'établissement d'une étude intitulée «Financing flows and needs to implement the non-legally binding instrument on all types of forests» qui recense les besoins de financement et les sources et mécanismes de financement de la gestion durable des forêts. L'étude est accessible à l'adresse suivante: http://www.un.org/esa/forests/pdf/ahég/finance/AGF_Financing_Study.pdf.

Les constatations qui y figurent ont été présentées en novembre 2008 à une réunion du Groupe spécial d'experts du Forum des Nations Unies sur les forêts, chargé de formuler des propositions concernant l'élaboration d'un mécanisme financier mondial volontaire, une approche par portefeuille et un cadre de financement des forêts. À titre de contribution aux travaux du Groupe consultatif, le Recueil d'informations du Partenariat sur le financement de la gestion durable des forêts a également été remanié de fond en comble.

C. Évaluation et suivi de la dégradation des forêts

18. Pour mieux faire connaître les questions liées à la dégradation des forêts et renforcer la capacité des pays de les suivre, de les évaluer et d'en rendre compte, le Partenariat de collaboration sur les forêts a lancé une initiative commune ayant trait à la dégradation des forêts pour recenser les paramètres, les indicateurs supplétifs et les méthodes d'évaluation et de suivi. Il s'agit d'un prolongement de l'initiative du Partenariat visant à harmoniser les définitions sur les forêts et à rationaliser l'établissement des rapports.

D. Rationalisation de l'établissement des rapports sur les forêts

19. Pour réduire la charge de travail que représente l'établissement de rapports par les pays et rationaliser la communication de l'information, les membres du Partenariat se sont attachés à réorganiser les demandes concernant les rapports, à synchroniser les périodes de communication de l'information, à harmoniser les méthodes de collecte de données, à renforcer la comparabilité et la compatibilité des données, à faciliter l'accès à l'information et les échanges de données, et à étoffer les capacités nationales.

E. Service mondial d'information forestière

20. Le Service mondial d'information forestière (GFIS) est un portail Internet (<http://www.gfis.net>) qui permet d'échanger une vaste gamme de données et d'informations concernant les forêts. Dans le cadre de cette initiative, le Partenariat a également mis au point des normes communes d'échange d'informations, renforcé les capacités et resserré les partenariats entre fournisseurs et utilisateurs de données.

21. Le Comité est invité à prendre acte des initiatives communes du Partenariat susmentionnées et d'en examiner la pertinence pour les activités menées au titre du programme de travail intégré commun de la CEE/FAO.

IV. COLLABORATION ENTRE LE COMITÉ DU BOIS, LA COMMISSION EUROPÉENNE DES FORÊTS DE LA FAO ET LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LA PROTECTION DES FORÊTS EN EUROPE

A. Contexte et coopération

22. Le Comité du bois et la Commission européenne des forêts de la FAO ont mis en place un partenariat actif depuis 1948, auquel participe la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe depuis ses débuts en 1990. Cette dernière coopération a été mentionnée dans le cadre de la réforme de la CEE et encouragée par son comité exécutif. Bien que leurs structures organisationnelles diffèrent, les trois organes encouragent la gestion durable des forêts dans la région dans le cadre de groupes de travail, de séminaires et d'ateliers sur des sujets précis. La plupart des pays européens en sont membres. Les participants aux sessions des trois organes sont périodiquement informés des projets et des activités de coopération, les secrétariats travaillant en étroite collaboration. Le responsable de l'Unité de liaison de la Conférence ministérielle assiste périodiquement aux réunions des bureaux communs du Comité du bois et de la Commission européenne des forêts.

23. Les participants à la Réunion d'experts de la Conférence ministérielle tenue à Oslo (Norvège) en mai 2008 a adopté le nouveau programme de travail pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence ministérielle. La CEE/FAO contribue directement à la réalisation du nouveau programme de travail, étant l'un des principaux acteurs intervenant dans 11 des 32 activités programmées. Elle orchestre notamment la mise en application des indicateurs quantitatifs et qualitatifs relatifs à la gestion durable des forêts et élabore actuellement le rapport sur l'état des forêts en Europe aux fins de la prochaine Conférence ministérielle. La CEE/FAO et la Conférence ministérielle poursuivent ainsi une coopération intensive, qui s'est renforcée au cours de ces dernières années.

24. La Conférence ministérielle a contribué activement à organiser la «Semaine européenne des forêts», du 21 au 24 octobre 2008. Comme l'ont décidé le Comité et la Commission, ainsi que la Réunion d'experts de la Conférence ministérielle, la Conférence ministérielle et la CEE/FAO, conjointement avec d'autres organisations européennes, ont fait une contribution régionale commune pour l'Europe au huitième Forum des Nations Unies sur les forêts, ainsi qu'il a été indiqué au paragraphe 13.

B. Faits nouveaux

25. À la Conférence ministérielle pour la protection des forêts en Europe tenue à Varsovie en 2007, les Ministres européens en charge des forêts ont approuvé la Déclaration ministérielle ainsi que la résolution 1 «Forêts, bois et énergie» et la résolution 2 «Forêts et eau». Ils ont décidé de procéder à un examen externe de la Conférence ministérielle et d'entreprendre une analyse des dispositions qui pourraient être prises à l'avenir pour le processus.

26. L'examen externe de la Conférence ministérielle, qui a débuté en 2009, vise globalement à offrir une base pour les décisions qui seraient prises à l'avenir au sujet de l'orientation stratégique de la Conférence ministérielle. Il sera essentiellement axé sur la pertinence, l'efficacité et l'utilité de la Conférence ministérielle et de ses travaux, et ses conclusions seront

publiées en octobre 2009 dans un rapport qui comprendra également un ensemble de recommandations relatives aux mesures à prendre.

27. Les engagements pris à la Conférence ministérielle de Varsovie ont donné lieu à l'établissement d'un processus spécial visant à étudier s'il est possible de conclure un accord juridiquement contraignant sur les forêts dans la région paneuropéenne. Le Groupe de travail de la Conférence ministérielle chargé de diriger les travaux préparatoires devrait analyser la valeur ajoutée potentielle et les conséquences des différentes options envisageables pour un accord juridiquement contraignant.

28. L'analyse et l'examen préliminaires ont permis de proposer, pour examen, trois options concernant le contenu d'un accord juridiquement contraignant: 1) attribution d'un caractère juridiquement contraignant aux déclarations ministérielles et résolutions issues de la Conférence ministérielle; 2) détermination des éléments essentiels de ces documents, actualisation en fonction de la nouvelle situation et attribution d'un caractère juridiquement contraignant; et 3) établissement d'un texte à partir des éléments essentiels susmentionnés et adjonction de nouveaux éléments. Le Groupe de travail a accepté d'examiner les deuxième et troisième options en vue d'une analyse complémentaire de la valeur ajoutée ainsi que des avantages et inconvénients d'un accord juridiquement contraignant. Ses recommandations finales comporteront une évaluation des coûts et des conséquences éventuelles pour le processus lui-même, pour d'autres accords, organes et processus européens, pour d'autres activités relatives aux forêts dans l'Union européenne, et pour les accords, organes et processus internationaux relatifs aux forêts.

29. Compte tenu des débats qui ont lieu dans l'Union européenne à propos de la détermination des critères de durabilité pour la biomasse et comme le prévoit la directive relative à la promotion des sources d'énergie renouvelables (2008/0016(COD)), la Réunion d'experts de la Conférence ministérielle tenue à Oslo en mai 2008 a établi un processus permettant d'examiner les critères de durabilité à appliquer à la production de biomasse forestière. Cet examen a pour objectif d'évaluer et de démontrer l'applicabilité des outils existants de la Conférence ministérielle à la gestion durable des forêts face à de nouvelles demandes visant la production de biomasse ligneuse.

30. Selon les résultats préliminaires, les outils paneuropéens existants offrent un cadre général adéquat pour une éventuelle vérification de la gestion durable des forêts. Des propositions ont été formulées pour affiner et perfectionner ces outils dans le cadre de la production de bioénergie et une orientation a été donnée pour les travaux qui seront réalisés au titre de la Conférence ministérielle pour remédier aux problèmes posés par les changements climatiques.

31. Les résultats de l'examen, les travaux des groupes de travail chargés de déterminer les critères de durabilité pour la production de biomasse forestière ainsi que les options envisageables pour un accord juridiquement contraignant sur les forêts dans la région paneuropéenne faciliteront l'examen du rôle de la Conférence ministérielle, de ses travaux à venir et des moyens de coopération. Les résultats des travaux d'analyse, auxquels la CEE/FAO contribue activement, seront examinés par la prochaine Réunion d'experts qui se tiendra à Oslo en novembre 2009 en vue de la prise d'une décision au sujet de l'orientation des futurs travaux. Il sera rendu compte des progrès accomplis aux prochaines sessions du Comité du bois et de la Commission européenne des forêts.

32. **Le Comité est invité à prendre en compte les faits nouveaux intervenus dans le cadre du programme de travail de la Conférence ministérielle dans l'examen de la future coopération entre les trois organes chargés de promouvoir la gestion durable des forêts dans la région paneuropéenne. Il est invité à en tenir compte dans ses activités à venir lorsqu'il examinera le programme de travail au titre du point 7.**

V. AUTRES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION

33. Au vu du caractère de plus en plus intersectoriel des questions concernant le secteur forestier, il existe souvent une coopération et une interaction entre la CEE/FAO et d'autres organes mondiaux et régionaux, sous la forme d'une coopération destinée à l'élaboration/l'examen de rapports et d'études, d'un partage de données ou de la participation à des réunions, d'une coordination des activités projetées, etc. La CEE/FAO travaille beaucoup en coopération avec le secteur privé, par exemple des groupements professionnels nationaux et internationaux ainsi que des organisations non gouvernementales. On trouvera ci-après quelques exemples pertinents d'organisations intergouvernementales (uniquement), mais la liste n'est pas exhaustive:

a) **Commission européenne (CE):** coopération ayant trait à la validation et à la collecte des données (initiative commune avec Eurostat concernant les perspectives du secteur forestier), contribution à l'étude sur les perspectives du secteur forestier en Europe et à la rédaction du rapport sur l'état des forêts en Europe (Centre commun de recherche, ISPRA), enquête commune sur l'énergie provenant du bois, travaux concernant les méthodes optimales de sensibilisation à la gestion durable du bois et, en particulier, coopération étroite avec les Directions générales de l'agriculture, de l'entreprise et de l'industrie, et de l'environnement;

b) **Agence européenne pour l'environnement:** partage de données, étude de l'Agence sur la biodiversité des forêts européennes, activité pilote d'établissement de rapports sur la nouvelle classification des types de forêts européennes et affinement de cette classification;

c) **Institut forestier européen:** participation aux travaux du groupe restreint chargé de l'étude sur les perspectives du secteur forestier en Europe, contribution à l'élaboration de rapports sur l'état des forêts en Europe;

d) **Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT):** contribution à la revue annuelle du marché des produits forestiers, intervention dans les débats visant le marché, échange de données;

e) **Organisation mondiale du commerce (OMC), Division du commerce et de l'environnement:** partage d'informations, participation aux réunions de la Section du bois et de l'OMC, par exemple au sujet des normes environnementales privées et des prescriptions en matière de certification et d'étiquetage;

f) **Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE):** participation aux travaux des équipes de spécialistes chargées d'étudier les perspectives du secteur forestier.

34. La Section du bois de la CEE/FAO collabore aussi avec d'autres unités et comités compétents de la CEE, par exemple dans le domaine de l'énergie, du commerce, de l'environnement, du logement, de la gestion des terres, et de l'eau. On trouvera dans le document ECE/TIM/2009/3 un compte rendu plus détaillé de ces activités.
